

# Le recul de Ferry n'apaise pas les facs

Les étudiants s'attaquent toujours à l'harmonisation européenne des diplômes.

**A**près avoir obtenu le retrait d'un projet de loi sur l'autonomie des universités qui n'avait pas même été rédigé (*Libération* d'hier), les étudiants mobilisés réclament l'arrêt du processus d'harmonisation européenne des diplômes (le LMD), lancé en 1999 à Bologne à l'instigation, côté français, de Claude Allègre (lire ci-contre et pages 35-36). Luc Ferry a donc porté la bonne parole hier matin devant 250 étudiants de l'université Bordeaux III, dénonçant un «*courant de marchandisation de l'éducation nationale qui vient des Etats-Unis* [et auquel]

*nous devons résister dans le cadre du service public*». Il a également rappelé que «*le LMD est aussi un moyen d'attirer les étudiants étrangers chez nous, avec des diplômes plus lisibles*». Sur ce point, il a été soutenu du bout des lèvres par le PS dont le porte-parole, Julien Dray, a rappelé hier qu'il ne «*re-met pas en cause le principe d'harmonisation des diplômes, mis en place sous le gouvernement Jospin*» mais qu'il souhaite la poursuite du processus «*dans un climat apaisé*». Le PS a en revanche désigné les coupables du malaise: «*la pénurie de moyens*» et «*la cacophonie qui règne*» au gouvernement.

Les propos rassurants de Ferry seront-ils entendus, après sa valse-hésitation de la semaine dernière: jeudi je réforme, samedi j'enterre? Ils ne l'ont pas été, hier, dans les établissements déjà en grève. L'assemblée générale de Paris X-Nanterre a appelé à la journée nationale d'action du 27, initiée par Rennes II. Paris XIII-Villetaneuse a été bloquée par plusieurs centaines d'étudiants. 600 étudiants de Lille III ont voté la poursuite de la grève et appelé au blocage des cours, les étudiants expliquant qu'ils sont «*pour une harmonisation européenne des diplômes*» mais «*contre la réforme du gouverne-*

*ment, qui développera des in-égalités et bradera le service public*», sans préciser de quelle réforme il s'agit (le LMD est déjà en place dans une vingtaine d'universités et a été adopté sous Allègre). A Rennes II, fer de lance du mouvement, le président a décidé de laisser les bâtiments fermés pour raisons de sécurité. Enfin, selon l'Unef, «*les universités d'Aix, Angers, Brest, Caen, Grenoble, Lille, Metz, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Pau, Rennes, Strasbourg, et Tours ont rejoint l'appel des étudiants de Rennes II à une journée nationale de manifestations décentralisées le jeudi 27*». ◆ E.Df

**Claude Allègre**, ancien ministre de l'Education et initiateur de la réforme «LMD»:

«**Il s'agit d'harmoniser, pas d'uniformiser**»

**E**n matière d'harmonisation européenne des diplômes, la «réforme Ferry» n'existe pas: l'Education nationale ne fait que mettre en œuvre un processus initié en France par Claude Allègre, alors ministre de l'Education nationale (1997-2000), et poursuivi par Jack Lang.

**Quelle était l'idée fondatrice du «LMD» (licence-mastère-doctorat)?**

Permettre aux étudiants de circuler librement en Europe et, surtout, de valider facilement les études qu'ils effectuent à l'étranger. Il s'agit bien d'harmonisation, et surtout pas d'uniformisation: chaque pays tient à ses spécificités. C'est aussi pour cette raison que les diplômes nationaux sont nécessaires et sortiront renforcés de ce processus: si vous n'avez pas de diplômes nationaux, vous ne ferez pas de diplômes internationaux!

**Pourquoi avoir choisi des scansions à bac + 3 (licence), + 5 (mastère) et + 8 (doctorat)?**

Les Américains sortent à «+4», mais leurs études secondaires et supérieures sont moins copieuses que les nôtres. S'aligner sur eux revenait à sous-évaluer les étudiants européens. De plus, la licence était déjà un grade universitaire, de même que le bac (depuis Napoléon) et le doc-

torat. Ce n'était pas le cas des diplômes de niveau bac + 5, qui sont donc également devenus des grades avec la réforme. Nous les avons nommés «mastère», appellation la plus reconnue au niveau international, qui, en France, était confisquée par quelques-uns: les grandes écoles

avaient même breveté le nom!

**Qu'advient-il des diplômes existant dans ce dispositif?**

Ils demeurent. Un grade est un «plus»; il n'enlève rien.

**Il n'a jamais été question de supprimer BTS ou DUT?**

Bien sûr que non! Ce serait absurde! En revanche, nous avons créé, pour les étudiants qui le souhaitent, une poursuite

d'étude jusqu'à bac + 3: la licence professionnelle. Là encore, c'est un «plus» qui ne se substitue à rien d'existant. Idem pour les IUP (instituts d'études politiques), qui délivreront toujours un diplôme à bac + 4, mais pourront, s'ils le souhaitent, offrir une année de plus.

**Le LMD ne risque-t-il pas d'accroître la sélection?**

Mais qui a jamais parlé de non-sélection à l'université? Non-sélection à l'entrée, cela oui, et il faut la défendre le cas échéant. Mais après, il y a sélection: si on donne des diplômes à tout le monde, ils

n'ont plus de valeur et ce sont les fils de riches qui trouvent un emploi. C'est anti-social. L'élitisme républicain, c'est ça.

**Et la concurrence entre universités?**

Il n'y en aura ni plus, ni moins.

**Les étudiants craignent aussi un moindre cadre national des diplômes...**

Aujourd'hui, et c'est heureux, à partir du 2<sup>e</sup> cycle, il n'y a pas deux diplômes universitaires qui se ressemblent. C'est essentiel. A l'université, les professeurs créent leur enseignement à partir de leurs recherches. A l'époque où il existait des pro-

grammes nationaux, en sciences, la France a perdu dix ans en mécanique quantique ou en biologie moléculaire. Le temps de modifier les programmes nationaux pour réagir aux nouvelles découvertes. C'est différent en droit ou en médecine, où il est plus facile d'imposer un tronc commun. Mais pourquoi vouloir figer la science alors que la richesse de l'université est justement d'en accompagner la respiration? C'est ce qui a lieu dans le monde entier depuis le Moyen Age!

**Luc Ferry a-t-il eu raison de retirer son projet sur l'autonomie?**

Il avait surtout eu tort de vouloir faire une loi sur ce sujet. Par ailleurs, je ne suis pas favorable à l'autonomie administrative. Une dose d'autonomie de gestion serait la bienvenue pour donner de la souplesse

aux universités. Quant à l'autonomie intellectuelle des universités, elle existe et ne me semble pas menacée.

**Comprenez-vous l'inquiétude des étudiants ?**

Oui. Le contexte est très mauvais. Quoi qu'en dise Luc Ferry, les réductions de moyens sont drastiques. Songez que le la-

boratoire que je dirige n'a encore touché qu'un tiers de ses crédits de recherche de l'année. Aucun poste d'enseignant n'est créé. Dans un tel contexte, il n'était pas aberrant de craindre que l'autonomie puisse déboucher sur une augmentation des droits d'inscription. De plus, les plans sociaux étudiants que j'avais lancés ont

été arrêtés.

**Comment voyez-vous la suite ?**

Luc Ferry aura du mal à sortir de l'ambiance irrationnelle qui prévaut. J'en ai été victime avec le secondaire, et je sais ce que c'est. ◆

Recueilli par EMMANUEL DAVIDENKOFF